



Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : l'applicabilité historique de travaux sociologiques

Axelle Brodiez

► To cite this version:

Axelle Brodiez. Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : l'applicabilité historique de travaux sociologiques. Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie?, L'Harmattan, pp.279-291, 2004, Logiques sociales. halshs-00174309

HAL Id: halshs-00174309

<https://shs.hal.science/halshs-00174309>

Submitted on 25 Sep 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MILITANTS, BÉNEVOLES, AFFILIÉS, AFFRANCHIS, ... : DE L'APPLICABILITE HISTORIQUE DES TRAVAUX SOCIOLOGIQUES

Axelle BRODIEZ

Doctorante en histoire, Université Paris 8
2004

La fin des militants ?¹ révèle des liens qui restent à tisser entre sociologie, histoire et science politique de l'engagement. Passé à la postérité des associations qui en reprennent à foison les principales conclusions, abondamment cité par tous les chercheurs qui rencontrent de plus ou moins loin la question de l'évolution des formes d'engagement, il n'a donné lieu qu'à une seule critique sérieuse de spécialiste, celle d'Annie Collovald qui, pour fortement pertinente qu'elle soit sur de nombreux points, nous semble parfois dépasser l'objet qu'elle attaque². Cet espace béant dans la réplique scientifique interroge. Il est possible que, par la transdisciplinarité à laquelle l'ouvrage fait appel, il fasse reculer tant certains sociologues et politistes (se jugeant peu aptes à parler sur le long terme ?) que les historiens de l'engagement contemporain (se sentant peu compétents face aux sociologues sur la période très contemporaine ?) ; il est surtout visible qu'il dessine dans sa réception des clivages non disciplinaires mais intra-disciplinaires.

L'ouvrage n'est pas un épiphénomène. Il condense et retravaille un certain nombre d'interrogations qui parcourent la sociologie et la science politique depuis les années 1980 sur la fin d'une certaine époque politique, et qui font le titre quasi apocalyptique de plusieurs ouvrages importants (*La fin des militants ? La fin des syndicats* ?³ *L'engagement politique : déclin ou mutation* ?⁴ *Des élites de société pour demain* ?⁵, etc.). Il est cependant le seul à allier une réflexion diachronique de très long terme et la proposition d'un modèle synthétique tant pour la période actuelle (années 1980-1990) que pour la période précédente (du XIX^e siècle aux années 1970) – ce pâté d'alouette chronologique étant cependant en soi un élément à interroger.

Nous souhaiterions proposer ici une approche en trois temps : le premier questionnant les difficultés terminologiques, le second relisant *La fin des militants ?* au prisme de l'approche (socio-)historique du Secours populaire français de 1945 à 2000 et le troisième soulignant des limites du modèle binaire.

UN RÉVÉLATEUR : LES DIVERSITES DE LA TERMINOLOGIE SOCIOLOGIQUE

Sans aborder explicitement le sujet, Jacques Ion pointe le problème de la terminologie utilisable pour désigner les différents modes d'engagement et lui apporte ses réponses propres.

« *Engagement* » semble le terme le plus générique, qui subsume les différentes modalités tant diachroniques que synchroniques.

« *Militant* » possède une facette paroxystique mais largement caricaturale, celle de l'adhérent à tel point actif qu'à l'image du prêtre totalement engagé dans son sacerdoce, il sacrifie sur l'autel de la cause toute vie professionnelle et privée⁶. De fait, les origines du terme ont été d'abord militaires (étymologie latine) puis religieuses (du Bas Moyen-Age au XIX^e siècle), pour finir politiques laïques (fin XVIII^e - XX^e siècles)⁷. Dans une version plus quotidienne, le militant est un combattant (« celui qui recherche par l'action à faire triompher ses idées, ses opinions, qui défend activement une cause, une personne »⁸). Selon la définition

¹ Jacques ION, *La fin des militants ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1997.

² Annie COLLOVALD (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers-monde*, Rennes, PUR, 2002.

³ Dominique LABBÉ et Maurice CROIZAT, *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan, 1992.

⁴ Pascal PERRINEAU (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.

⁵ Geneviève POIJOL, *Des élites de société pour demain ?*, Ramonville, Éditions Érès, 1996.

⁶ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 30.

⁷ Pierre DALED, « Une définition des termes : la 'laïcisation' du militant au 19^e et au début du 20^e siècle », in *Militantisme et militants*, coordonné par José Gotovitch et Anne Morelli, Bruxelles, EVO, 2000, p. 7-12.

⁸ Pierre DALED, « Une définition des termes : la 'laïcisation' du militant au 19^e et au début du 20^e siècle », in

proposée par Jacques Hédoux, « le militant est un adhérent bénévole ou salarié de l'association qui, volontairement et explicitement se reconnaît, fût-ce de manière contestataire ou conflictuelle s'il veut les faire évoluer, dans les finalités, buts, modes d'organisation et 'styles' d'être et d'agir, individuel et collectif, de l'association. Le militant est un membre actif sur le plan politique, organisationnel, pédagogique, matériel. Il assure souvent plusieurs tâches et il inscrit son action dans la durée »⁹. Jacques Ion postule que le militant doit être originaire du même milieu que ceux qu'il représente¹⁰, mais Antoine Prost¹¹ comme les travaux du GERMM¹² semblent réfuter ce critère, et ne désigner par ce terme que la réalité d'un engagement actif. Le « militant » est enfin souvent renvoyé à l'histoire des XIXe et XXe siècles, particulièrement ouvriers, qui en fourniraient les archétypes ; sa « belle époque » se serait achevée avec les années 1970.

On parlait avant de militants, on parle aujourd'hui de « bénévoles » ; il ne s'agit pas de mettre un mot pour un autre, mais bien de désigner par le changement sémantique celui des réalités de l'engagement. Les associations explosent numériquement en France durant les années 1970¹³ et le bénévole, qui vit ses belles heures depuis les années 1980, semble en être pour partie la conséquence directe. Il est caractérisé par « une action qui ne comporte pas de rétribution financière. Le bénévolat s'oppose essentiellement au travail rémunéré, et il a comme caractéristique de s'exercer sans aucune contrainte sociale ni sanction sur celui qui ne l'accomplirait pas. C'est une action qui est dirigée vers autrui ou vers la communauté »¹⁴. Selon Jacques Hédoux, est bénévole « celui qui donne volontairement et gratuitement de son temps pour participer, de façon régulière ou irrégulière, à telle ou telle activité de l'association »¹⁵. Dan Ferrand-Bechmann rappelle que les bénévoles sont une réalité sociologique ancienne et duale¹⁶ mais en très forte croissance depuis le début des années 1980 (crise de l'emploi, austérité financière, « boom » des retraités, allongement de la durée des études, etc.). Le substantif est d'abord lié à l'engagement bourgeois de charité, à caractère parfois ostentatoire, mais par ses racines pourrait également puiser aux pratiques de solidarité (qui lui est son pendant « laïc ») de la classe ouvrière et paysanne¹⁷.

On voit dès lors que l'opposition entre militant et bénévole ne tient pas pour au moins deux raisons. La première : les deux réalités ne se situent pas sur le même plan, l'une ayant pour critère la lutte et l'autre la non-rémunération. La seconde : précisément parce qu'elle jouent sur deux types de registres différents, les deux définitions sont profondément poreuses. Les bénévoles peuvent avoir « un projet militant »¹⁸ et inversement les militants peuvent être bénévoles car non rémunérés. Dès lors, toute tentative pour mettre en évidence des facteurs à propension discriminante se trouve cantonnée au flou et à la non-opérationnalité scientifique : « L'image du militant est souvent associée à un engagement politique, à travers un syndicat ou un parti, et certains bénévoles récusent cette assimilation. De même, les militants refusent d'être appelés bénévoles »¹⁹ ; « Le militant est souvent inséré dans un mouvement social, ce que n'est pas le bénévole. Le militant est souvent opposé à l'ordre social, ce qui n'est pas forcément le cas du bénévole. Le militant défend

Militantisme et militants, coordonné par José Gotovitch et Anne Morelli, Bruxelles, EVO, 2000, p. 9-10.

⁹ Jacques HEDOUX, « Définir et dénombrer les acteurs associatifs », *Revue de l'économie sociale*, avril 1988, p. 169-179.

¹⁰ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 30.

¹¹ Antoine PROST, « Changer le siècle », in *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 60, octobre-décembre 1998 (numéro spécial sur « Les engagements du XXe siècle »), p. 14-26.

¹² Cf. en particulier « Devenir militants », *Revue française de Science Politique*, vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001.

¹³ Martine BARTHÉLÉMY, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

¹⁴ Dan FERRAND-BECHMANN, *Bénévolat et solidarité*, Paris Syros, p. 35.

¹⁵ Jacques HEDOUX, « Définir et dénombrer les acteurs associatifs », *Revue de l'économie sociale*, avril 1988, p. 169-179.

¹⁶ Dan FERRAND-BECHMANN, *Bénévolat ...*, op. cit.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Dan FERRAND-BECHMANN, « Les acteurs de la scène associative », *Revue de l'économie sociale*, avril 1988, p. 151-157. Le rapport au projet n'est pas discriminant : Dan Ferrand-Bechmann spécifie que les bénévoles sont porteurs d'un « projet social », et qu'ils peuvent être rebelles ou dissidents (*Bénévolat et solidarité*, chap. 2) ; mais elle ajoute que l'urgence des situations conduit « le bénévolat [à] régresser pratiquement vers l'acte charitable où l'on donne du pain ou de l'argent de la main à la main » (p. 57) et pose finalement que « le militantisme n'est qu'une option politique, particulière, du bénévolat ; il suppose un projet de la part de ses acteurs, et la volonté de défendre une cause. Mais il n'est pas imputable à toutes les formes d'actions bénévoles, car certaines ne relèvent pas d'un projet » (p. 140). Philippe Lyet est lui très pessimiste : les bénévoles témoigneraient d'un « profond refus du conflit », d'une « logique de consensus social » et d'une absence de perspective de changement collectif global. « L'action bénévole est restreinte à un espace et une temporalité très limités. La notion d'espace public ne fait guère de sens pour les bénévoles. Bien au contraire, l'univers de référence serait plutôt une extension de l'espace privé, et le développement d'une solidarité de proximité de type familial ».

¹⁹ Dan FERRAND-BECHMANN, *Bénévolat ...*, op. cit., p. 46.

avec d'autres des intérêts individuels ; le bénévole *peut* affirmer tout autre chose »²⁰ (l'italique est souligné par nous).

Pourtant un « militant bénévole » n'est pas perçu comme identique à un « bénévole militant ». Il faut donc distinguer les substantifs des adjectifs : les seconds sont l'attribut d'une réalité *stricto sensu* (dans le cas de l'acte bénévole, gratuité et absence d'obligation ; dans le cas de l'acte militant, propension à la lutte et lutte et au sacrifice au service de la cause), tandis que les premiers connotent une représentation forgée au fil de l'évolution historique. Nous rejoignons ici autant Jacques Ion (« C'est à partir d'une représentation du militantisme sinon construite, du moins affirmée dans les années de croissance, que se trouvent aujourd'hui interrogées les modes d'implication dans la sphère publique »²¹) que Philippe Lyet qui parle d'une évolution sémantique « [traduisant] les recompositions qui affectent les représentations de l'action collective dans l'imaginaire social »²².

L'analyse historique des réalités socio-politiques est donc inséparable d'une analyse des représentations. Les « militants » sont principalement renvoyés à une politisation (au sens DU politique) forte, type XIX^e siècle ouvrier, militantisme partisan et dans ses implications associatives, associations d'Éducation populaire porteuses d'un projet de société, etc., i.e. des engagements à visée curative, souvent intenses, liés à une idéologie qui cimente leur groupe ; tandis que les bénévoles (charité, altruisme bourgeois du XIX^e siècle, années 1980-90) témoigneraient avant tout de visées palliatives, souvent plus dilettantes, sans justification idéologique consensuelle. Les premiers sont tendus vers l'avenir²³, les seconds davantage ancrés dans l'action immédiate. Ni la classe sociale du donateur, ni la période, ni la dichotomie conservatisme/progressisme, ni les parts respectives de l'égoïsme et de l'altruisme dans l'action ne paraissent être heuristiques dans la définition spécifique des deux termes.

Jacques Ion a tenté de dépasser l'aporie en proposant deux nouvelles terminologies : l'opposition entre « militants » et « engagés distancés »²⁴ puis entre « affiliés » et « affranchis »²⁵. Hormis la clarification de vocabulaire opérée pour contourner le problème des ambiguïtés du militantisme²⁶ et certaines nuances introduites, le modèle reste cependant très sensiblement le même dans ses deux ouvrages. L'engagement militant/affilié correspond globalement aux représentations du militantisme traditionnel, tandis que l'engagement distancé/affranchi répond à celles, contemporaines, du bénévolat (rassemblements limités à objectifs restreints, rapports contractuels, regroupements monofonctionnels, efficacité immédiate privilégiée, temporalité de moyenne durée, faiblesse du « nous », individuation, moindre importance de la revendication par le nombre, intermittence des adhésions, recours aux réseaux et aux compétences personnels, etc.)²⁷. Il nous semble cependant que ces nouvelles typologies posent au moins autant de problèmes qu'elles n'en résolvent. Le principal apport est incontestablement de faire sauter les chevauchements entre « militantisme » et « bénévolat », préjudiciables à l'analyse, et d'élaborer deux modèles réellement distincts et opératoires d'engagement ; mais le principal problème est d'assimiler ces deux pôles à deux temps diachroniquement distincts.

Un obstacle majeur survient en effet dès lors que l'on tente d'assimiler schématiquement *une* réalité à *une* époque, qui plus est lorsque la césure est unique (ici placée dans la seconde moitié des années 1970) et que la vision de l'engagement est sinon téléologique, du moins linéaire. Nous voudrions montrer comment la thèse

²⁰ *Ibid.*, p. 60.

²¹ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 12.

²² Philippe LYET, « L'organisation du bénévolat, un défi pour les acteurs du champ social », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 11, premier semestre 1998, p. 280.

²³ Jacques ION, op. cit., p. 30 : « il néglige le présent pour mieux assurer l'avenir : car la longue durée est son horizon ; les combats perdus ne sont que des batailles dans une guerre de longue haleine » ; p. 85 : il « vise toujours à s'arracher de l'ici et du maintenant ».

²⁴ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit.

²⁵ Jacques ION (dir.), *L'engagement au pluriel*, Publication de l'Université de Saint-Etienne, 2001.

²⁶ Jacques ION (dir.), *L'engagement ...*, op. cit., p. 35, note 13 : « Nous préférons désormais parler 'd'engagement affilié' plutôt que d'engagement militant, comme nous la faisons dans *La fin des militants ?*. D'une part, parce que l'emploi du terme 'militant' ne va pas sans entretenir la confusion, et qu'il convient donc, suivant l'usage courant, de lui garder sa valeur générique indépendamment des qualifications qui peuvent l'affecter ; d'autre part et surtout parce que le qualificatif 'd'affilié' indique sans doute mieux la double caractéristique de ce mode d'engagement, à savoir de ne pas être complètement délié des appartenances de type primaire et, simultanément, de s'inscrire dans des réseaux verticaux traduisant le rattachement explicite à des ensembles politico-associatifs de nature englobante ».

²⁷ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., chapitre 5.

centrale (« le militantisme tel qu'il s'est exercé depuis un siècle n'est peut-être qu'une modalité parmi d'autres de l'engagement, et de nouvelles formes de participation sociale sont en gestation, correspondant à l'évolution des rapports entre la société et l'individu »²⁸) est nuancée par l'analyse historique.

EVOLUTIONS DE L'ENGAGEMENT AU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, 1945-2000

Nous prenons pour exemple l'analyse socio-historique de l'engagement au Secours populaire français, association qui semble *a priori* représenter l'archétype du passage du militantisme au bénévolat et des « affiliés » aux « affranchis ». Refondée en 1946, l'association tire ses origines du Secours rouge international section française (1926) et est identitairement et fonctionnellement une « organisation de masse » du Parti communiste français. Elle a cependant mené depuis les années 1960 une « double vie », qui l'a conduit à revendiquer très fortement l'apolitisme²⁹, à se rapprocher des associations de solidarité françaises et étrangères en étant partie prenante des grandes plates-formes inter-associatives, et à délaisser ainsi par un processus lent son cercle originel d'appartenance³⁰. Ce détachement du champ partisan est à interpréter autant dans le cadre des mutations du communisme que comme un processus lent de « montée en généralité » dans l'espace public³¹. Aujourd'hui nationalement (re-)connue, elle revendique 900.000 donateurs et 72.000 bénévoles³², est médiatisée pour son caractère humanitaire³³ et notamment les emblématiques journées de vacances offertes chaque année aux enfants « oubliés » ; son Père Noël n'est plus rouge, mais vert ... Si l'image affichée et revendiquée est celle d'un glissement du cercle d'appartenance communiste à celui des associations de solidarité, l'analyse des réalités internes montre cependant la perdurance de proximités à l'organisation matricielle. Cette dualité identitaire ne va pas sans poser problème. Notre thèse s'attache ainsi à analyser historiquement la conjonction de multiples facteurs (évolutions contextuelles, politique interne et externe du PCF, rôle propre des dirigeants de l'association, ...) et la façon dont leur catalyse a conduit à la révolution idéologique que constitue le passage d'une revendication politique (la dénonciation des causes fondée sur un prisme partisan) à une affirmation humanitaire (le refus de dénoncer les causes pour ne s'attacher qu'aux effets et panser les plaies). Ce versant strictement historique est indissociable d'une analyse des carrières morales et militantes, dont les trajectoires et la superposition en grandes générations sont autant la cause que la conséquence de l'évolution macro-sociologique de l'association.

Trois périodes doivent être distinguées. De 1945 au début des années 1960, le Secours populaire est pleinement inséré dans le conglomerat communiste ; durant les années 1960 et 1970 il opère un tournant humanitaire dans ses actions en France (en faveur des personnes âgées, des enfants et des handicapés) comme à l'étranger (humanitaire d'urgence et de développement) et revendique un détachement précoce du conglomerat ; depuis les années 1980 enfin, l'association est caractérisée par son institutionnalisation et sa reconnaissance, son accès aux financements publics et à une médiatisation large, sa revendication de la neutralité politique.

Le temps du conglomerat est visiblement celui des « militants-timbres », à socialisation politique forte dès l'enfance, d'origine prolétaire³⁴, passés par les organisations de jeunesse du parti et pluri-engagés au sein

²⁸ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 12.

²⁹ Entendu ici comme synonyme de refus de la prise de position partisane. L'association revendique en effet s'inscrire pleinement dans le champ *du* politique et se veut « aiguillon des pouvoirs publics ».

³⁰ Ce processus est d'une très grande proximité avec celui décrit par François MABILLE pour le CCFD, in *Genèses* n° 48, sept. 2002.

³¹ Nous renvoyons ici aux analyses de Pierre LASCOUTES, « Les associations au carrefour des légitimités politiques, entre représentation critique et représentation participative », in *Actions associatives. Solidarités et territoires*, actes du colloque tenu à Saint-Etienne les 18 et 19 octobre 2001, p. 277-294 : l'action associative apparaissant d'autant plus crédible qu'elle parvient à faire le lien entre cause locale et cause plus globale, l'organisation doit fournir un effort de montée en généralité. Ainsi, « la constitution d'une cause collective est la base de la constitution comme sujet politique ». L'histoire du Secours populaire depuis 1955 peut être lue comme une entreprise de montée en généralité, le cantonnement au conglomerat communiste ne produisant qu'un impact faible, sans grande efficacité eu égard à sa fonction programmatique d'« organisation de masse ».

³² Ces chiffres sont largement gonflés, puisqu'il faudrait, comme pour la plupart des associations de solidarité, faire la différence entre « donateurs actifs » et totalité du fichier.

³³ Le terme est ici entendu dans son acception large, allant du colis alimentaire local à l'aide au développement via le soutien scolaire ou l'aide d'urgence en cas de catastrophes

³⁴ ouvrière ou agricole.

du conglomérat (PCF, CGT, Mouvement de la Paix, etc.). Ils sont prêts à se donner³⁵ totalement, tant moralement que physiquement, au service de la cause communiste. Au-delà cependant de ces caractéristiques prégnantes – et rappelées à l’envi – chez les dirigeants de tous les échelons, l’analyse des réalités locales montre un militantisme en décline drastique, une tendance souvent modérée au prosélytisme quel que soit le critère (vente du journal, placement des cartes, organisation de meetings, etc.) et une conviction incertaine pour le pluri-engagement interne : si certaines adhésions sont valorisées (CGT, Mouvement de la Paix), les autres, caractérisées par la faiblesse de leurs rétributions symboliques³⁶, sombrent dans une décline qu’aucune initiative même venue du plus haut du parti ne semble pouvoir contrecarrer. Le « timbre » colle peut-être à l’idéologie et à l’organisation matricielle, mais l’adhésif ne prend pas sur l’ensemble des organisations de masse.

Le « conglomérat » se mue ensuite en « nébuleuse » moins structurée et certaines organisations entrent en déliquescence. Au Secours populaire, le recentrage des actions dès la fin de la guerre d’Algérie tend pour partie à lier solidarité et charité (colis aux personnes âgées et dans le besoin, vacances pour les enfants et les handicapés, etc.), même si la pratique altruiste à l’étranger montre une politisation restant souvent forte. La mutation des actions et des discours engendre une orbite nouvelle d’attraction pour les femmes, le bénévolat des plus âgés, les croyants. Le sursaut post-Mai 68 et le tournant humanitaire sociétal des années 1970 provoquent ensuite un important rajeunissement, et cet écartèlement générationnel est autant facteur de novation que de méfiance, voire de tensions. Le point commun aux actions de cette période est dès la fin des années 1950 (début de l’aide aux sinistrés) la volonté de concrétude et d’efficacité immédiate. L’hétérogénéité des cohortes engagées atteint à la fin des années 1970 son paroxysme : persistance forte du type « militant, notamment aux fonctions dirigeantes, caractéristique de la période précédente (fondé sur le profil du pluri-engagement communiste et de la pratique de la « solidarité »), arrivée de générations « bénévoles » plus âgées portés à la « charité », puis de générations plus jeunes à l’appétence « humanitaire », au profil oscillant entre « affiliation » et « affranchissement ».

Durant la dernière période (années 1980-90), l’institutionnalisation est corrélative d’un glissement officiel du cercle d’appartenance communiste à celui des grandes associations de solidarité (participation voire impulsion dans les grandes plates-formes associatives). La crise économique et la déflagration sociale amplement médiatisées, le « boom » des retraités, la crise politique polymorphe, ... engendrent un développement massif et revendiqué du « bénévolat ». Il y a bien passage à une transivité des adhésions, les mêmes engagés étant susceptibles de passer sans questionnement idéologique ni connaissance de l’identité historique du Secours catholique au Secours populaire ou aux Restos du Cœur. Mais les bénévoles restent majoritairement de gauche, le Secours populaire une terre naturelle et d’élection pour militants communistes souhaitant exercer une solidarité concrète, de même que pour les « ex- » ou en *standby* entre « *exit*, *voice* et *loyalty* »³⁷ à l’égard du PCF (fonction de « structure de rémanence » ou « structure dormante »). L’analyse des profils de dirigeants rencontrés par entretiens et/ou dans les archives montre une proximité persistante, bien que redéfinie, à l’organisation matricielle, ainsi qu’une tendance confirmée au pluri-engagement interne au sein de ce qui fut un « conglomérat » ; les profils communistes dominent toujours dans la plupart des postes-clés. Enfin, contrairement à la plupart des associations de solidarité, le Secours populaire témoigne d’une forte capacité d’attraction des jeunes.

SUR LE PASSAGE DU MILITANTISME À L’ENGAGEMENT DISTANCIÉ : BÉMOLS HISTORIENS

Ce rapide parcours en quelques grands traits permet de relativiser, voire pour partie d’invalider, le binarisme proposé par l’analyse diachronique de *La fin des militants ?*, et de revisiter la citation problématique (aux deux sens du terme) citée supra : « Le militantisme tel qu’il s’est exercé depuis un siècle n’est peut-être qu’une modalité parmi d’autres de l’engagement, et de nouvelles formes de participation sociale sont en gestation, correspondant à l’évolution des rapports entre la société et l’individu »³⁸.

³⁵ Au sens interprétatif de « faire don de soi » à l’institution (dimension sacrificielle) mais également au sens littéral : comme le rappelle Dan Ferrand-Bechmann, « s’engager » c’est « se donner en gage ».

³⁶ Cf. Daniel GAXIE, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, février 1977, p. 123-154.

³⁷ Albert O. HIRSCHMANN, *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995

³⁸ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 12.

D'une part, il n'y a pas UN (« le ») militantisme qui se soit « exercé depuis un siècle ». Les degrés d'engagement ont toujours été hétérogènes et doivent du même coup remettre en question le militantisme non comme modèle, mais comme entité globale et comme généralité. Celui qui, certes avec conviction, œuvre quelques heures par semaine ou par mois, assiste à quelques réunions et vend quelques exemplaires du journal en fin de semaine, ne saurait être qualifié de militant au même titre que l'individu sacrificiel. Les militants entièrement investis au service de la cause n'ont d'ailleurs probablement jamais eu l'importance numérique que leur visibilité idéologique laissait entendre. Cet « engagement [qui] ne peut donc être ponctuel [...] et] ne peut non plus être partiel »³⁹, extrême, engendrant une fusion totale dans le collectif, fut certes une réalité, érigée en modèle ; mais son exaltation récurrente par le PCF montre par la négative combien l'injonction n'avait une consistance politique et sociale que très en deçà des espérances de l'organisation. Les « militants affiliés » ne constituaient vraisemblablement que la face émergée d'un iceberg d'engagement plus « distancié », que ni les dirigeants ni les détracteurs de la cause n'avaient cependant d'intérêt politique à évoquer.

D'autre part, les « nouvelles formes de participation sociale » ne sont pas « en gestation » mais anciennes, peut-être plus séculaires encore que le modèle militant (à dater sinon de la charité et des œuvres sociales d'Ancien régime, du moins des années 1830). Les engagés « distanciés » et les « bénévoles » se retrouvent tant dans les associations de solidarité d'origine religieuse dans les années 1950 (Secours catholique, Petits frères des Pauvres, ...) qu'au sein même du conglomérat communiste, lieu où on l'attendrait pourtant sans doute le moins : au Secours populaire l'arrivée des bénévoles ne date pas des années 1980, mais du milieu des années 1960. Bien davantage ainsi qu'une rupture entre les années 1950 et 1980, nous y voyons surtout une inflation dans la continuité due à l'aggravation considérable des contextes politiques, économiques et sociaux, à la massification de l'enseignement, à la médiatisation croissante, à l'inflation des associations et à la redéfinition de leurs rapports avec les pouvoirs publics. Cet ensemble de facteurs, en catalysant, provoque cette « évolution des rapports entre la société et l'individu », dont le manque de recul historique nous invite cependant à ne pas juger trop hâtivement s'il s'agit d'une mutation particulièrement durable ou révolutionnaire.

Ainsi, *a contrario*, le modèle dont on annonce la mort et la « crise de mutation où de vieilles modalités d'engagement meurent et où de nouvelles cherchent à naître » (P. Perrineau⁴⁰), n'a que l'évidence des pensés (militantisme communiste, Éducation populaire, bénévolat contemporain) et des impensés (histoire post-1945 des associations caritatives et des organisations humanitaires pré-biafraises, failles du militantisme communiste, etc.) de la recherche en sciences sociales, et des représentations forgées dans un dessein politique voire partisan. L'analyse de carrières morales et militantes au Secours populaire montre aux fonctions dirigeantes leur permanence quasi intacte (sacrifice de la vie privée, investissement intense dans la cause avec prégnance d'un substrat idéologique à connotation partisane), tandis que la base fut toujours, certes sous des modalités différant selon les contextes locaux et politico-économiques, caractérisée par une certaine distanciation et une plus grande précarité de l'engagement (mais n'est-ce pas une caractéristique intrinsèque à toute « base » ?). Cette association, par son identité historique spécifique, pourrait certes être taxée « d'exception confirmant la règle », mais l'appréhension d'autres associations de solidarité, notamment à substrat religieux, tend à corroborer ces résultats bien plus qu'à les invalider.

Pour reprendre les caractéristiques fondant le modèle binaire, on pourrait dès lors montrer qu'aujourd'hui autant qu'hier les causes investies au niveau national sont porteuses de mobilisation (pauvreté et exclusion, maladies génétiques, ...) et que seule la morale qui les supporte a changé (qu'était la lutte communiste sinon une lutte pour l'intégration sociale, même portée par une idéologie révolutionnaire ; qu'était l'appel de l'abbé Pierre sinon une croisade contre la pauvreté ; qu'était la Ligue des Droits de l'Homme, etc.). De même et corrélativement, le local n'a jamais cessé d'être le lieu des investissements concrets et des recherches sociabilitaires (cf. dans le monde communiste le rôle important des fêtes champêtres et autres goguettes, des réunions de cellule, du café, etc.). Le niveau supra-national était déjà présent avant, et n'a fait qu'être fortement catalysé par la mondialisation économique et la révolution des communications (internationalisme communiste, solidarité internationale lors des grandes catastrophes naturelles comme le montre toute l'activité du Secours catholique et des Caritas depuis les années 1950). Les manifestations, caractéristiques du « temps des militants » comme force du nombre et « singularité par rapport à l'extérieur

39

Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 30.

40

L'engagement politique. Déclin ou mutation ?, Paris, Presses de la FNSP, p. 19.

et négation des différences à l'intérieur »⁴¹, sont toujours un mode d'action opératoire et usité, tant pour la lutte économique que politique. Il paraît en outre gênant de caractériser les militants « post-it » ou les bénévoles par leur « éthique de responsabilité », alors précisément qu'ils distancient leur engagement.

Nous suivons donc ici Annie Collovald dans son constat d'une « erreur de perception liée à la visite impatiente d'un passé plus que virtuel. Le standard historique dont on est censé s'éloigner ne possède pour consistance que celle d'une fiction rétrospective qui tire son existence non d'une réalité concrète mais des regards projetés sur elle depuis aujourd'hui »⁴². Il nous semble *in fine* que *La fin des militants ?* tend par trop à faire d'un militantisme rêvé par les communistes eux-mêmes le canon d'hier, et des associations autocentrées ou des bénévoles dilettantes celui d'aujourd'hui.

On pourrait alors substituer au modèle binaire un schéma plus complexe prenant en compte au moins deux autres paramètres. Le premier est la cyclicité du militantisme. Le modèle hirschmanien de l'engagement (alternances de phases d'appétence à la vie privée et à la vie publique⁴³) mérite d'être réellement pris au sérieux, même si la taille des cycles qu'il suggère ne semble pas validée empiriquement. Comment expliquer en effet par le modèle binaire que la « génération 68 » soit silencieuse jusqu'en 1967 et explosive en 68, que l'apathie militante des années 1980 fasse aujourd'hui place à un regain autant du syndicalisme que des mobilisations nationales (grande mobilisation de 1995, mouvements des « sans » et collectifs) et internationales (altermondialisation) ? Le second paramètre à prendre en compte est, dans chaque organisation, la forte dualité non pas tant diachronique que synchronique, entre une base plutôt « affranchie » et un sommet plutôt « affilié »⁴⁴, quelle que soit la période et pour autant que l'organisation considérée soit d'une taille suffisante.

Nous ne remettons pas en cause la totalité des conclusions sur l'évolution de l'engagement, bien au contraire. Les facteurs sont là : crise économique impliquant des luttes « de survie » et non de long terme, massification de l'éducation engendrant un esprit plus critique à la délégation, discrédit des partis et de l'alternance droite/gauche, faillite de l'État-providence, crise des deux grands « méta-récits » que sont le communisme et le catholicisme, décentralisation administrative qui freine la montée en généralité, catalyse le développement de l'ancrage local et dévalorise le niveau national, professionnalisation des associations, réalité de Mai 68 comme crise de la démocratie représentative, généralisation de la télévision comme machine à « rétrécir les militants »⁴⁵, cercle vicieux conduisant les associations à se réclamer de plus en plus de l'apolitisme, de la neutralité et du consensus pour « atténuer l'effet de dévalorisation des engagements idéologiques anciens »⁴⁶, etc. Certaines constatations indubitables sont là aussi : étiolement des conglomérats, individuation, socialité de moins en moins communautaire/primaire et de plus en plus sociétaire/secondaire. Mais l'explicitation des facteurs nuance la vision téléologique et binaire, suggérant autant une « rupture dans la continuité » qu'une « continuité de la rupture », et n'élude pas les possibilités de cyclicité à un rythme bien moindre que séculaire.

⁴¹ Jacques ION, *La fin des militants ?*, op. cit., p. 57.

⁴² Annie COLLOVALD (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements ...*, op. cit., p. 187.

⁴³ Albert O. HIRSCHMANN, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.

⁴⁴ Évidemment uniquement dans le cadre des grandes associations.

⁴⁵ Roland CAYROL, « Télévision et engagement politique ... », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, presses de la FNSP, 1994, p. 423-438.

⁴⁶ Bénédicte HAVARD-DUCLOS et Sandrine NICOURD, « Les formes d'encadrement organisationnel de l'engagement », in *Actions associatives, solidarités et territoires*, Actes du colloque tenu à Saint-Etienne les 18-19 octobre 2001, p. 171-177.

